



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

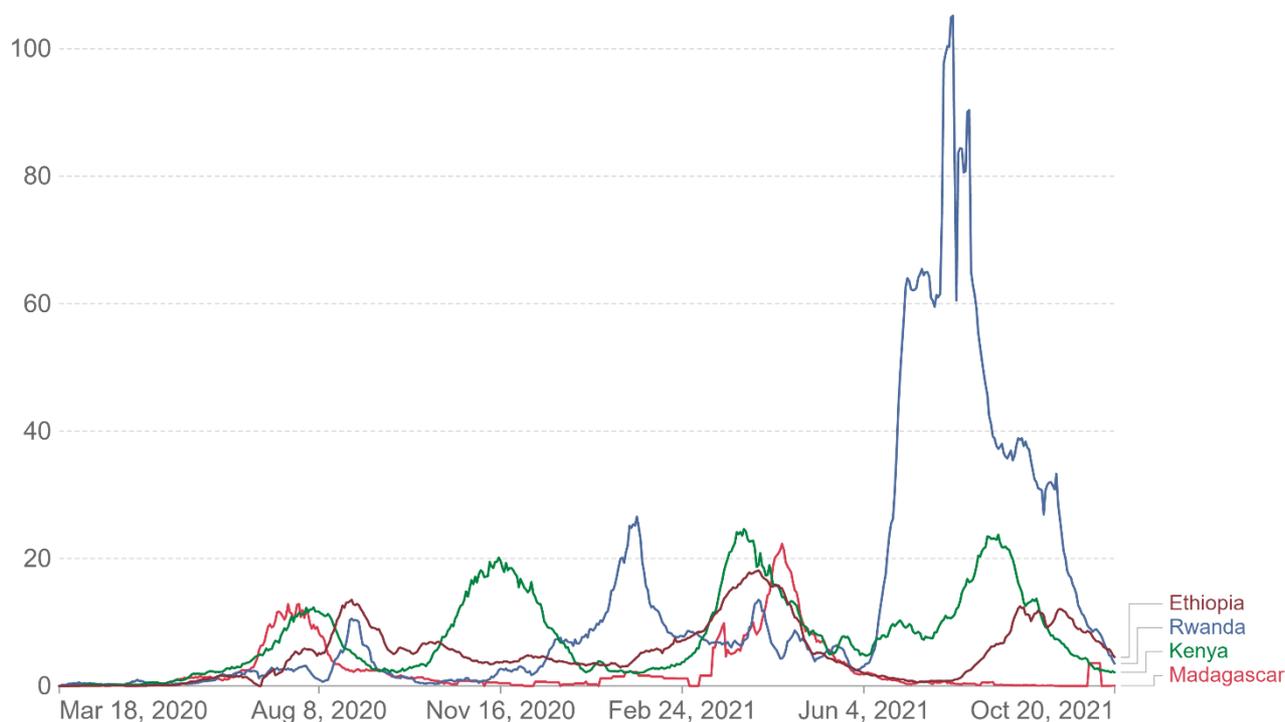
19 octobre 2021

## Evolution de la situation sanitaire

### Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World  
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

## Burundi

### Renforcement des relations avec l'ONUDI pour agir en faveur du développement agricole

Le 18 octobre, le Ministre des Affaires Étrangères Albert SHINGIRO recevait la représentante de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Aurélia Patrizia Calabro. Cette rencontre était l'occasion d'appeler à renforcer la coopération avec le Burundi, notamment en matière de développement agricole. Selon le Plan National de Développement (PND) 2018-2027, l'agriculture contribuerait à hauteur de 39,6 % du PIB et serait à l'origine de 84 % des emplois à l'échelle nationale. Le paysage agricole est principalement constitué de très petites exploitations (0,5 ha en moyenne par ménage) et concerne 90 % de la population rurale (soit 1,2 millions de familles). Toutefois, des investissements importants sont toujours requis pour faire face aux limites que rencontre le secteur, telles que le manque de fertilité des sols et la vulnérabilité face aux aléas climatiques. En 2012, le pays estimait à 1,1 Md USD le montant des investissements nécessaires pour le Plan National d'Investissement Agricole (2012-2017).

## Comores

### Reprise de l'activité bancaire au deuxième trimestre 2021

Selon la Banque centrale des Comores (BCC), le bilan consolidé des établissements de crédit a enregistré une croissance de 6,2 % au 2ème trimestre pour atteindre 379 MEUR (contre 357 MEUR au premier trimestre). Les crédits aux

particuliers ont atteint 102 MEUR au deuxième trimestre contre 99 MEUR au trimestre précédent, soit une progression de 2,7 %. Les crédits aux entreprises privées ont enregistré une augmentation de 7,9 % passant de 52 MEUR au premier trimestre à 56 MEUR au deuxième trimestre. Les crédits aux particuliers et aux entreprises privées représentent respectivement 57,7 % et 31,9 % du total de crédits octroyés. Les 10 % restants correspondent aux crédits accordés à l'administration et aux entreprises publiques qui ont respectivement baissé de 29,4 % et 3,0 %.

## Djibouti

### Restructuration des Établissements Publics Administratifs

Au cours de la 14<sup>ème</sup> séance du conseil des ministres a été approuvé un projet de loi relatif à la restructuration des établissements publics. Alors que ceux-ci n'étaient que huit au début des années 2000, leur nombre est passé à 54 tandis que leur budget cumulé a presque quintuplé (de 3 Mds FDJ à 14 Mds FDJ). Le gouvernement vise entre autres la suppression de certaines entités lorsqu'elles sont redondantes avec celles de l'administration centrale et la fusion d'établissements aux missions complémentaires. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une volonté de réduction du déficit budgétaire (1,3 % du PIB en 2020).

## Erythrée

### Perspectives économiques de l'Érythrée

Selon les derniers chiffres du *World Economic Outlook* du FMI (octobre 2021), le taux de croissance du PIB érythréen (- 0,6 % en 2020) devrait rebondir à 2,9 % en 2021 avant d'atteindre 4,8 % en 2022. Le taux d'inflation, qui

était de 4,8 % en 2020 en moyenne annuelle, s'infléchirait à 4,3 % en 2021 puis 4,2 % en 2022. En 2020, l'Érythrée a été touchée par la pandémie de COVID-19 et par une invasion de criquets. Le déficit budgétaire s'est ainsi élevé à 5,0 % PIB en 2020 contre 1,6 % en 2019 en raison de l'accroissement des dépenses publiques pour atténuer l'impact de ces crises. Par ailleurs, le pays connaît un déficit commercial structurellement élevé et les réserves de changes seraient limitées à 2,0 mois d'importation en 2020. La balance courante, structurellement bénéficiaire, atteindrait 12,4 % du PIB en 2021 après 10,9 % en 2020.

## 🌐 Ethiopie

### Poursuite de l'ouverture du marché des transferts de la diaspora aux acteurs non bancaires

En octobre 2021, une nouvelle directive de la Banque centrale permet aux entités non bancaires de proposer des services de paiements internationaux. Ces dernières pourront désormais conclure des accords avec des leaders du secteur tels que *Western Union* ou *Moneygram*. Si une directive de la Banque centrale prise en mars 2020 autorisait déjà les fournisseurs d'instruments de paiement à fournir des services tels que des transferts de fonds locaux, des paiements auprès de commerces éthiopiens ou encore des transferts de fonds internationaux à destination de l'Éthiopie, ceux-ci ne pouvaient pas conclure des partenariats avec des prestataires internationaux. Une telle mesure devrait bénéficier tout particulièrement à *Ethio Telecom*, qui a déposé une demande d'autorisation pour fournir des services de paiements internationaux via sa plateforme *Telebirr*.

## Projets d'expansion agro-industriels

*Tena Edible Oil*, filiale du groupe international *54 Capital*, a annoncé l'expansion de l'usine d'huile alimentaire « *Tena Oil* » à Dukem. Cette expansion permettrait d'augmenter les capacités de production de l'usine (+ 130 %) et créer 500 emplois d'ici 2022. Alors que les oléagineux représentaient le 3<sup>ème</sup> poste d'exportation de l'Éthiopie (345 MUSD soit 11,5 % des exportations en 2019/20), 95 % de la demande en huile alimentaire (74 M L/mois) reste couverte par les importations. En raison de l'insuffisance des capacités de transformation locale (2,3 M L/mois ; seulement 3,1 % de la demande), le gouvernement se voit obligé d'importer de l'huile de palme (40 M L / mois ; soit 54 %), les importateurs privés, quant à eux, couvrent 11,0 % de la demande (5,4 M L ; 7,3 %). Malgré une feuille de route « *Exit Strategy* » mise en place en 2018 pour réduire la dépendance du pays aux importations alimentaires, la majorité des agroindustriels fonctionnent en sous capacité en raison de pénuries de devises et d'intrants agricoles.

## 🌐 Kenya

### Les caisses de Kenya Power et Kenya Airways bientôt renflouées

Alors qu'aucun plan de sauvetage n'a été alloué aux deux entreprises pour l'exercice financier en cours, le Trésor kényan a accepté d'injecter des liquidités dans **Kenya Power** et **Kenya Airways** (KQ) au cours de l'exercice financier débutant en juillet 2022. Les parties prenantes, dans les recommandations du *Budget Review and Outlook Paper* (BROP), ont reproché le mois dernier au Trésor kényan de ne pas avoir défini de plan de relance pour ces entreprises en difficulté, pourtant considérées comme essentielles pour « alimenter la croissance économique et la création d'emplois ». KQ est insolvable depuis 10 ans et les restrictions liées à la crise de la Covid-19 n'ont fait qu'aggraver la

situation. *Kenya Power* se trouve également sous forte contrainte financière, exacerbée par des coûts de financement élevés et des pertes système qui avaient atteint 144 MUSD sur l'année 2019/2020.

## Madagascar

**Le Conseil des Ministres approuve la réouverture progressive des frontières aériennes malgaches**

Le Conseil des Ministres du 13 octobre a approuvé la réouverture progressive des frontières aériennes malgaches, fermées depuis le 19 mars 2020. Les vols internationaux assurés par Air France et Air Madagascar redémarreront à partir du 6 novembre entre Paris et Tananarive, ainsi que les vols charters en provenance de Milan ou Rome à destination de Nosy-Be. Les vols régionaux vers l'océan Indien reprendront le 23 octobre, avec des liaisons Air Mauritius entre Tananarive et Port Louis et des vols Air Austral entre Tananarive et St Denis de la Réunion.

## Maurice

**Un taux d'inflation annuel estimé à 4,0 % par Statistics Mauritius**

Selon les données de *Statistics Mauritius*, l'indice des prix à la consommation a enregistré une augmentation de 0,3% au troisième trimestre. Sur la base des tendances des années précédentes et de l'évolution récente des prix, le taux d'inflation global pour l'année civile 2021 est estimé à environ 4,0%, contre 2,5% en 2020. Les biens et les services, ainsi que les frais d'inscription universitaire ont augmenté de 0,3%. Les autres principaux facteurs de cette augmentation sont la viande, les produits alimentaires, le tabac, la bière et les spiritueux, chacun de ses produits ayant connu une hausse

de 0,1%. Les légumes ont enregistré une baisse de 1,1% et les produits issus de la pêche de 0,1%.

## Ouganda

**Lancement d'un projet « d'Entrepreneuriat féminin pour l'Afrique »**

Afin d'accroître l'inclusion économique, l'autonomisation des femmes et de créer davantage d'emplois décents dans les économies africaines, le programme de la GIZ (agence de coopération internationale allemande pour le développement) pour l'emploi et le développement des compétences en Afrique en Ouganda (E4D), lance les activités du projet *Women Entrepreneurship for Africa* (WE4A) en Ouganda. Les bénéficiaires de cette intervention, mis en œuvre conjointement avec la Fondation Tony Elumelu (TEF), seront des entreprises gérées et détenues par des femmes entrepreneures ougandaises qui ont reçu des subventions de TEF. Plus de 120 femmes entrepreneures recevront le soutien dont elles ont besoin dans les domaines suivants : un financement jusqu'à 50 000 euros, l'accès aux opportunités de marché, l'amélioration des connaissances et une formation technique. Ce projet est financé par l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) et le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement.

## Rwanda

**Près de 200 habitations endommagées par les fortes pluies du 16 Octobre**

Un rapport du Ministère chargé de la gestion des situations d'urgence a fait l'état des lieux des infrastructures et des terrains endommagés par

les fortes pluies et les tempêtes de vent entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 12 octobre 2021. Au total, 536 hectares, 44 routes, 32 ponts, 19 Eglises et 3 usines ont été endommagés. En dépit de ce lourd bilan, le faible recours à l'assurance bloque les prêts au secteur agricole (qui représentent seulement 5% des prêts accordés par les institutions financières) et tend à allourdir le bilan. Le Rwanda devrait toutefois investir prochainement dans les technologies d'intelligence artificielle afin de renforcer la prévention des catastrophes naturelles et d'améliorer les solutions apportées à ces dérèglements.

## 🌐 Seychelles

*Pas de brèves cette semaine*

## 🌐 Somalie

### Nouvelle stratégie pour améliorer la gestion des ressources en eau

La pénurie d'eau qui sévit en Somalie est source de conflits et de déplacements de population. La quasi-totalité des prélèvements en eau est utilisée pour l'irrigation, la majorité des Somaliens dépendant de l'agriculture et de l'élevage pour leur subsistance. Dans ce contexte, la Somalie vient de publier sa nouvelle stratégie nationale de gestion des ressources en eau, pour la période 2021-2025. Décomposée en 20 sous-stratégies, le document met notamment l'accent sur l'établissement d'un cadre fonctionnel de gouvernance du secteur de l'eau. Bien qu'aucun budget ne soit annoncé pour la mise en œuvre de ce programme, cette nouvelle stratégie nationale est fondée sur l'objectif de développement stipulé dans le Plan National de Développement 2020-2024, qui vise la croissance économique et la réduction de la

pauvreté au cours des cinq prochaines années en Somalie.

## 🌐 Soudan

### Légère levée du blocus de l'Est du pays

Alors que la fermeture des ports et de la route entre Port Soudan et Khartoum, initiée le 17 septembre, se poursuit, le Conseil suprême des Bejas a autorisé le passage vers Khartoum et les autres États du pays des cargaisons de médicaments et de blé des organisations humanitaires internationales, notamment USAID et PAM. La chambre des exportateurs et importateurs estime à 65 MUSD les pertes quotidiennes, alors que la pénurie, notamment de farine, se profile. En parallèle, les autorités soudanaises font face à une série de manifestations, notamment à Khartoum, émanant des partisans du nouveau rassemblement dissident des Forces de la liberté et du changement (FFC), qui appelle à la dissolution du gouvernement actuel, et des partisans de la branche historique des FFC.

## 🌐 Soudan du Sud

### Les travailleurs du pétrole ont repris la grève pour cause de salaires impayés

Depuis juillet 2021, le secteur pétrolier Sud-Soudanais est marqué par des périodes de grèves et de reprises de la part des travailleurs du pétrole, qui réclament de meilleurs salaires et la mise en œuvre d'une nouvelle politique de ressources humaines. Fin juillet, un accord semblait avoir été conclu avec le Ministère du Pétrole et les compagnies pétrolières mentionnant une nouvelle structure salariale, d'indemnités, de prêts, d'un fonds d'assurance sociale et d'un impôt sur le revenu des

personnes. Cependant, les partenaires avaient finalement rejeté la nouvelle politique dans une lettre du 26 septembre 2021. Les travailleurs ont déclaré que les partenaires sapent la souveraineté du pays, comme en témoigne leur refus de respecter les directives, les politiques, les règlements et les lois du pays. Ils ont déclaré qu'ils travaillent depuis trois mois sans salaire et qu'ils sont contraints par la direction de DPOC (*Dar Petroleum Operating Company*) d'accepter des prêts défavorables au lieu de leur salaire légal.

### Les commerçants de Djouba menacent de fermer leurs magasins en raison de multiples taxes

Les commerçants ont accusé les autorités du conseil municipal de Djouba d'imposer des amendes inutiles et de prélever des taxes mensuelles exorbitantes. Les taxes varient de 100 000 SSP (près de 250 USD) à 300 000 SSP (environ 750 USD) en fonction de la taille du magasin. Ces taxes et prélèvements ont été introduits par le conseil municipal de Djouba, l'autorité fiscale nationale et le département de la défense civile et des enquêtes criminelles du Ministère de l'Intérieur. Ainsi, les commerçants envisagent de cesser leurs activités à moins que les autorités municipales de Djouba ne suppriment ce qu'ils considèrent comme des taxes inutiles ; telles que les frais de service locatif, de sécurité, de propriété du gouvernement, de l'autorité fiscale nationale et de l'État, du maire et de collecte des déchets. Par ailleurs, les commerçants comptent encore leurs pertes à la suite de l'exercice de démolition mené par les autorités municipales au début du mois, afin de réduire les embouteillages.

## Tanzanie

### 39,2 MUSD pour relancer le tourisme face à la pandémie

Le Ministre des Ressources naturelles et du Tourisme Damas Ndumbaro a déclaré que le gouvernement avait alloué plus de 39 MUSD à la mise en œuvre de 23 projets visant à réorganiser le secteur du tourisme fortement touché par la pandémie de COVID-19. Il a précisé que ces fonds faisaient partie des 567 MUSD de l'aide approuvée en septembre par le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI a débloqué une aide financière d'urgence à la Tanzanie dans le cadre de sa facilité de crédit rapide et de son instrument de financement rapide, pour permettre aux autorités de répondre à la pandémie tout en supportant les coûts sanitaires, humanitaires et économiques les plus urgents. Les projets à mettre en œuvre comprennent la rénovation de certaines infrastructures, l'installation de nouveaux systèmes de sécurité, l'achat de kits de dépistages pour tester les touristes, et l'acquisition de nouveaux moyens de transport. Une partie de ces fonds sera utilisée pour rénover les routes menant aux parcs nationaux de Serengeti, Mkomazi, Tarangire, Nyerere, Kilimandjaro, Saadani et Gombe.

### La contribution du secteur minier au PIB a augmenté à 6,7 % en 2020

Le vice-ministre des Minéraux, le professeur Shukuru Manyu, a déclaré que le gouvernement avait introduit des réformes majeures dans le secteur minier depuis 2017, y compris la révision de ses politiques et lois, afin que les richesses issues du secteur minier profitent davantage à l'économie nationale et aux Tanzaniens. Le pays a perçu 252,7 MUSD de revenus provenant des minerais en 2021, tandis que sa contribution au PIB est passée de 4,8 % en 2017 à 6,7 % en 2020. Notons que le secteur minier connaît actuellement une croissance de 16,7 % et que les

revenus de l'or sont passés de 1,6 Md USD en 2015 à 3 Mds USD en 2020. Le vice-ministre a déclaré que le pays cherchait actuellement à développer des petites mines avec une technologie améliorée à un moment où la Tanzanie commence à produire du graphite, utilisé dans la fabrication de batteries.

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)